

ment parce qu'on a interrogé un pyromane la veille au soir au journal télévisé. Quelle que soit la faiblesse de nos prophéties, nous ne saurions borner la politique de défense au présent. Le temps est un facteur important dans la guerre comme dans la paix. Il faut des années pour former des officiers et des soldats, des dizaines d'années pour fabriquer ou se procurer des systèmes d'armes modernes. Presque tous les navires, les avions et les véhicules livrés à l'armée sous le gouvernement Mulroney avaient été commandés sous le gouvernement Trudeau. Toute la haute technologie utilisée pendant la guerre du Golfe a été conçue dans les années 1970.

Bien que nul ne sache ce que l'avenir nous réserve, il faut nous préparer en prenant des décisions qui engagent des milliards de dollars. Derrière les murs de l'édifice Pearkes, on est en train d'élaborer une nouvelle politique de défense. Il n'y a qu'une chose dont on soit certain : elle fera faire des économies au Trésor fédéral. Il est difficile de contredire le vice-amiral Thomas quand il affirme que maintenir quarante-quatre bases aux mauvais endroits contribue à la péréquation économique régionale, pas à la défense nationale. En revanche, est-il nécessaire d'être d'accord avec lui lorsqu'il poursuit en disant que l'on peut prévoir pour bientôt dans ce pays la disparition de forces terrestres compétentes dotées d'un matériel moderne ?

BIEN QU'À L'ÉPOQUE OÙ ILS ÉTAIENT DANS L'OPPOSITION, les Conservateurs aimaient à souligner que l'effort de défense du Canada était comparable à celui de l'Islande et du Luxembourg, dans leur discours actuel, ils nous expliquent qu'avec un budget de 12 milliards de dollars par an, notre armée se classe cinq ou sixième parmi les pays de l'OTAN pour ce qui est des dépenses militaires. Beaucoup de cet argent est consacré à des bases utiles du point de vue politique, puisque les contrats de la défense sont générateurs d'emplois, donc de voix aux élections. En outre, nous payons plus de généraux que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Il en résulte, entre autres, une bataille entre services. Même si le vice-amiral Thomas et le général de Chastelain ont contribué à rendre le débat un peu plus public, les détails restent obscurs. Le vice-amiral Thomas assure que nous conservons notre marine et nos forces aériennes au détriment des bases et de l'armée de terre. Quant au très militaire chef d'état major de la Défense, au nom de l'équilibre, de la souplesse et de l'imprévisible, il semble préférer que les trois corps d'armée partagent les réductions.

Ce que personne ne dit, c'est que la menace de troubles intérieurs confère à l'armée de terre une place d'honneur dans toute nouvelle politique de défense. Alors que des soldats très bien entraînés et disciplinés seraient nécessaires en cas de troubles de l'ordre public, situation où les milices mal formées ne pourraient qu'aggraver les choses, ni la classe politique ni les généraux ne veulent envisager une armée du type de celles dont sont dotés le Mexique ou le Guatemala, c'est-à-dire une armée capable de réagir face à une guérilla rurale ou à une insurrection urbaine. En fait, l'ar-

mée plaide pour le maintien d'un véritable corps doté de chars et de pièces d'artillerie.

Qui dit armées dit carnage, et le Canada n'a pas envoyé de troupes dans le golfe Persique. Si les *CF-18* détachés dans la région avaient été descendus par les Irakiens, vingt-quatre de nos compatriotes seraient morts, ce qui, pour un groupe de blindés, est un petit tribut pour une bonne journée de combat.

Les marins ont eu plus de chance ou sont plus malins que les soldats. L'état d'usure de leur corps d'armée est chose connue de tous. Il se peut que chacune des douze frégates de patrouille

Le monde de l'après-guerre froide est déjà plus complexe pour le Canada que ne l'était le monde bipolaire de 1987.

coûte aussi cher que le stade olympique de Montréal, mais leur construction crée beaucoup d'emplois au Québec. La guerre du Golfe a démontré combien ces bâtiments modernes auraient pu représenter fièrement le Canada et ce, sans effusion de sang. Affirmer que des navires de surface classiques de ce type seraient sans doute trop lents et vulnérables dans une future guerre navale relève de l'hérésie et fait friser la crise d'apoplexie aux amiraux, tout comme les questions soulevées quant à la pertinence d'avoir de tels vaisseaux le long de nos trois frontières maritimes. Est-ce un sentiment partagé de claustrophobie qui nous amène à repousser la meilleure des solutions envisagées, quoique brièvement, en 1987, à savoir d'acquiescer des sous-marins à propulsion nucléaire ?

La plus chanceuse de toutes, c'est l'armée de l'air, puisqu'elle possède déjà son arme essentielle, les avions de chasse *CF-18*, qui sont encore jeunes et ont fait leurs preuves au combat. Depuis Mackenzie King, les hommes politiques aiment l'armée de l'air. Bien plus importante aujourd'hui que l'armée de terre et la marine, assurée de sa survie, elle peut arbitrer le destin de ses rivales.

CEPENDANT, LA SOLUTION EST-ELLE VRAIMENT DE sacrifier une des trois armes pour épargner les deux autres ? N'existe-t-il pas d'autres choix ? Le vice-amiral Thomas a soulevé la question du nombre des bases militaires. De combien de ces villes en carton pâte, avec leurs commandants, leurs gestionnaires et leurs équipes d'entretien, avons-nous réellement besoin ? La réponse viendrait de politiciens inquiets. Au fond, la question n'est-elle pas de savoir si l'incombe à la défense de protéger les emplois dans des circonscriptions électorales clés ?

Nous faut-il périodiquement nous préparer à construire quelques bâtiments de guerre ou pourrions-nous les acheter à nos principaux alliés, avec une livrai son rapide et 50 à 60 p.100 de rabais ? Devons-nous toujours nous servir de balles, d'obus et de camions de modèle militaire fabriqués au Canada, mais coûtant 80 à 100 p.100 plus cher que ceux fabriqués à l'étranger ? Pourquoi ne pas nous montrer très sélectifs dans le

choix des industries de défense que le Canada soutient en temps de paix ?

Il est facile de faire la leçon aux hommes politiques. Les forces canadiennes ont trouvé leur propre façon de se consoler. Il se peut que nous n'ayons pas d'argent pour des chars, voire pour un nombre suffisant de fusils, mais la création d'un quartier général divisionnaire s'est faite sans retard, suivie de celle d'une série de quartiers généraux régionaux. Chaque fois, cela a été l'occasion d'ajouter un major-général et son «entourage». Le nombre des gradés est à l'inflation. Quelle autre armée au monde compte plus de caporaux que de simples soldats ? Nous n'avons plus à nous railler des généraux espagnols.

SI L'ON VEUT GARDER LES GENS COMPÉTENTS, il faut leur en donner l'envie. Certes, mais pourquoi les persuader de rester jusqu'à l'âge de 55 ans ? Pourquoi ne pas mettre en place un système de promotion plus rapide et réduire la hiérarchie en arrêtant la plupart des carrières militaires dans la trentaine ? De toute façon, combien d'hommes et de

femmes pourraient, au-delà de cet âge, endurer la pression des combats modernes ? En rendant à la vie civile des personnes entraînées, on couvrirait aussi l'essentiel des besoins de la réserve canadienne. En outre, moyennant une petite formation spécialisée, ces personnes seraient aptes à assumer quantité de métiers civils. On n'aurait plus à garder en stock, à prix d'or, des milliers de gens de première valeur qui n'attendent qu'une chose, la retraite. Là, on ferait des économies.

Le Canada n'est pas tellement avare de dépenses militaires. En avons-nous pour notre argent ? Les Hollandais possèdent autant d'avions et de navires que nous, tous modernes, et presque le double de nos effectifs militaires, mais cela leur revient moitié moins cher qu'à nous. Pourtant, ils ne rognent pas sur les soldes. Il ne fait aucun doute que nous aussi nous pourrions mieux faire, sans diminuer les effectifs déjà limités ni nous passer d'un savoir-faire qui est le fruit de dizaines d'années d'expérience, mais que l'on risque de perdre en quelques mois.

Les problèmes de la défense du Canada ne sont pas nouveaux. En 1873, voulant aider le jeune Dominion qu'était notre pays à élaborer sa politique de défense, le lieutenant-colonel Henry Fletcher, secrétaire du gouverneur général, lui offrit toute sa sagesse. Selon lui, il y avait trois éléments à prendre en compte dans l'équation : l'argent, les effectifs et l'état de préparation. Il suffisait de répondre à deux questions pour connaître la solution de la troisième. Puisque Ottawa avait décidé de consacrer un million de dollars au maximum à la défense, le lieutenant-colonel invitait le Canada à ne pas entretenir plus de soldats qu'il n'en pouvait former efficacement pour cette somme. La classe politique, évidemment, a tenu à porter les effectifs à 40 000 hommes, des miliciens, qui souvent ne pouvaient s'entraîner qu'une année sur deux. La récompense était politique, puisqu'elle attirait des voix. D'une certaine manière, l'équation de Fletcher vaut encore pour la politique de défense d'un pays dont les besoins militaires reviennent aussi souvent qu'ils sont imprévisibles. □